

Demande déposée le 27/10/2025

N° DP 083 099 25 O0133

| | |
|------------------------|--|
| Par : | Monsieur JOEL THERMY |
| Demeurant à : | 652 CHEMIN DE FREJUS 83510 LORGUES |
| Sur un terrain sis à : | CHEMIN DES FRENES À PUGET-SUR-ARGENS BI 17, 216, 217, 218, 268, 271 et 295 |
| Nature des Travaux : | DIVISION EN 3 PARTIES |

AFFICHÉ
du 29/10/25
au 29/11/25

Le Maire de la Commune de PUGET-SUR-ARGENS (Var),
VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de PUGET SUR ARGENS approuvé par délibération le 29 Avril 2021, sa
modification N°1 approuvée le 13 octobre 2022 et sa modification N°2 approuvée le 26 septembre 2024,

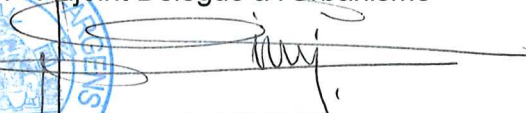

VU la déclaration préalable présentée le 27 octobre 2025 par Monsieur Joel THERMY, en vue de diviser en 3
lots (ne donnant aucun droit à bâtir) situés en partie en zone agricole sur une unité foncière cadastrée BI 17,
216, 217, 218, 268, 271 et 295 située Chemin des Frenes,

ARRETE

Article 1 : La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision de non opposition sous réserve du
respect des conditions particulières mentionnées aux articles suivants.

Article 2 : La présente autorisation ne donne aucun droit à bâtir sur les 3 lots concernés.

A Puget Sur Argens, le 29 octobre 2025

Pour le Maire
Le 1^{er} Adjoint Délégué à l'Urbanisme

Jean-François MOISSIN


La présente décision est affichée le pendant une durée légale de deux mois

en mairie de PUGET SUR ARGENS 83480 - 137 Boulevard CAVALIER (panneaux affichage hall service urbanisme)
et est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le
tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à
compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une
année. En cas de recours le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des
taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée
de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :